

# Consultation publique de la Commission européenne sur la révision des règles relatives aux aides d'Etat en faveur du secteur agricole

13/03/2022

## Les outils existants de soutien à l'agriculture bio ne permettent pas d'atteindre les 25% de surface bio d'ici 2030

La révision des règles relatives aux aides d'Etat en faveur du secteur agricole est l'occasion d'aligner ces règles avec les **grandes priorités** stratégiques de l'Union européenne (UE) que sont le **Pacte Vert** et les stratégies « **de la fourche à la fourchette** » et **Biodiversité**.

En effet, l'Union européenne s'est dotée d'objectifs ambitieux en matière de **développement des surfaces en agriculture biologique (25% en 2030)**, de réduction des **pesticides et engrais** chimiques de synthèse, de réduction des **antibiotiques**, de protection de la **qualité de l'eau, des sols et de la biodiversité**. Il est scientifiquement documenté que les bénéfices environnementaux de l'agriculture biologique permettront à l'Union européenne d'atteindre tous les **objectifs prioritaires du Pacte Vert**.

Or, **les outils existants aujourd'hui pour le soutien au développement pérenne de l'agriculture biologique ne sont pas calibrés** pour atteindre cet objectif de 25% de surface en bio d'ici 2030. En effet, ces instruments sont soumis à trop de contraintes :

- Le principal instrument de soutien à la bio est aujourd'hui **la Politique Agricole Commune (PAC)** via son second pilier (mesures agroenvironnemental). Cependant, pour la PAC 2023-2027, la très **forte subsidiarité** laissée aux Etats membres mène à **des décisions aux antipodes des objectifs du Pacte Vert**, comme la suppression de l'aide au maintien à l'agriculture biologique en France. Dans cette PAC, il n'y a donc plus de cadre pour permettre de financer la pérennité des surfaces bio, ni les services environnementaux qu'elles rendent aux écosystèmes et donc à la société.
- L'autre instrument de soutien à l'agriculture bio existant reste quant à lui extrêmement marginal : il s'agit des **aides notifiées en faveur de la bio prévues par les lignes directrices agricoles**. Ce dispositif de notification étant lourd à porter, il ferme la porte aux pouvoirs publics, notamment locaux, souhaitant pourtant soutenir durablement l'agriculture biologique dans leurs territoires : par exemple Agences de l'Eau, Conseils Régionaux, Départements, Agglomérations, Communautés de Communes, mairies.

C'est pourquoi il est impératif de **modifier le cadre réglementaire lié aux aides d'Etat pour l'agriculture pour permette de démultiplier les outils de soutien en faveur du développement et du maintien dans la durée des surfaces en agriculture biologique**.

## Ajouter les aides à l'agriculture biologique dans le règlement sur les exemptions agricoles

La Commission européenne propose de **modifier le règlement ABER** (Agricultural Block Exemption Regulation)<sup>1</sup> afin d'y ajouter, notamment les aides pour compenser les coûts additionnels supportés par la production agricole dans les zones Natura 2000. Il convient également d'ajouter les aides en faveur du maintien à l'agriculture biologique.

<sup>1</sup> Communication de la Commission européenne sur l'approbation du projet de contenu du règlement ABER : [https://ec.europa.eu/competition-policy/document/download/175cdc88-322e-4546-949b-7b6dbac1ad24\\_en](https://ec.europa.eu/competition-policy/document/download/175cdc88-322e-4546-949b-7b6dbac1ad24_en)

Conformément au considérant (45) de sa proposition, la Commission européenne a acquis, au cours de la période 2014-2021, l'expérience d'apprécier certaines aides en faveur de l'agriculture biologique et de les déclarer compatibles avec le marché intérieur, au regard des lignes directrices agricoles. Cela a notamment été le cas pour les **Paielements pour Services Environnementaux (PSE) en faveur de l'agriculture bio notifiés par [Eau de Paris](#)**.

Forte de cette expérience, la Commission européenne devrait donc utiliser ses pouvoirs pour **exempter de l'obligation de notification** les aides d'Etat destinées soit à **compenser les surcoûts et manques à gagner résultants de l'agriculture biologique**, soit à récompenser les bénéfices de l'agriculture biologique grâce à un **Paieement pour Service Environnemental bio (PSE bio)**.

Sur le même modèle que les aides destinées à compenser les désavantages liés à Natura 2000<sup>2</sup>, les aides en faveur de l'agriculture biologique pourront être octroyer annuellement, par hectare pour indemniser les bénéficiaires des surcoûts et manques à gagner liés au maintien à l'agriculture biologique. Mais un dispositif forfaitaire peut également être envisageable.

**Grâce à cette exemption de notification, les collectivités locales** telles que les Agences de l'Eau, les Conseils Régionaux ou Départementaux et les mairies, **pourront facilement pérenniser sur le long terme un soutien en faveur de l'agriculture biologique et ainsi prendre leur part dans l'objectif de 25% de SAU bio d'ici 2030**.

Il est primordial de créer cet instrument, afin de compenser les manques identifiés, en particulier lorsque l'attribution des aides de la PAC ne permet pas de répondre à l'objectif de 25% de SAU bio en 2030 (comme c'est le cas en France pour la période 2023-2027).

---

<sup>2</sup> Article 29 de cette communication.